paru de la scène commerciale canadienne. Nous les comptons au nombre de 26, dont 13 en Ontario et 13 au Québec. La ville de Montréal a vu disparaître 4 de ses usines, pendant que la ville de Québec et ses banlieues en perdaient 6.

Chose assez étonnante, parmi les usines disparues, nous remarquons des années de fondation ou d'établissement aussi variées que 1914, 1907, 1961, 1940 et 1912.

J'imagine qu'il doit certainement y avoir des professionnels parmi ces gens-là, des gens cultivés, qui s'y connaissent dans le métier.

Nous voyons un autre passage du mémoire qui dit:

Depuis que notre délégation s'est présentée pour la première fois devant le Comité des Tarifs Douaniers et du Commerce, en juin 1964, nos manufacturiers ont manifesté une inquiétude grandissante à l'égard des importations de chaussures en provenance des pays socialistes de l'Europe centrale en particulier.

Certains fabricants de chaussures de ces pays produisent des lignes destinées spécialement à l'exportation.

Monsieur le président, l'été dernier, les événements m'ont conduit, pendant deux semaines, dans une république socialiste. Pour se procurer un habit dans ce pays, il en coûterait de \$50 à \$70; pour des souliers, il en coûterait de \$10 à \$15, selon la qualité. Tout cela, pendant que les menuisiers et les soudeurs employés dans un des plus importants chantiers maritimes du monde entier ne gagnaient que \$35 par mois et qu'un ingénieur, professeur dans une université, ne touchait que \$75 par mois.

Comme ces travailleurs n'ont pas les salaires nécessaires à l'achat de leur production, il est évident que les gouvernants de ce pays doivent se tourner vers l'exportation, s'ils veulent sauver la face de leur politique de plein emploi.

Pour ce qui est des pays asiatiques, il est prouvé, depuis longtemps, que leurs manufactures de chaussures appartiennent à des financiers étrangers. Depuis plusieurs années, ces messieurs semblent avoir choisi le Canada comme dépotoir pour leur production de qualité douteuse.

A mon sens, monsieur le président, le fait, pour le gouvernement canadien, d'accepter l'entrée de produits en provenance des pays asiatiques, c'est se courber devant les financiers qui se cachent en Europe, et plus particulièrement en Angleterre. Accepter l'entrée de chaussures des pays communistes, c'est encourager l'esclavage et tolérer les importations au rythme actuel, c'est créer du chômage dans notre pays.

Dans bon nombre de petites villes et localités, l'industrie de la chaussure est la source principale d'emploi pour la main-d'œuvre locale.

Selon le Bureau fédéral de la statistique, cette industrie emploie directement 10,000 personnes dans l'Ontario et 14,000 dans le Québec, tandis que 15,000 autres travailleurs sont à l'emploi d'industries connexes.

Toutes ces personnes sont profondément troublées par cette vague d'importations et elles ont, à juste titre, le sentiment que leur avenir est en danger.

Aussi, monsieur le président, pourrions-nous connaître maintenant ce que le ministère a l'intention de faire pour remédier à cette situation déplorable qui touche, de près ou de loin, environ 150,000 citoyens canadiens?

M. Jean-Charles Cantin (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce): L'honorable député n'a sûrement pas voulu insinuer que le ministre du Commerce (M. Winters) ait voulu tromper qui que soit.

Une telle assertion serait contraire aux faits, d'autant plus que le ministre a un grand souci de la protection de cette industrie de chez nous.

Le mémoire soumis par l'Association des manufacturiers de chaussures du Canada au Comité des Tarifs Douaniers et du Commerce a été étudié attentivement par les fonctionnaires du ministère du Commerce.

De là, il a été dirigé à la délégation canadienne aux négociations de GATT sur les tarifs douaniers, qui siège actuellement à Genève.

C'est dire le souci que se donne le ministre pour trouver une solution à ce problème de nos manufacturiers de chaussures.

[Traduction]

LA CHAMBRE DES COMMUNES—LA MACHINE
À VOTER ÉLECTRONIQUE

M. Heath Macquarrie (Queens): Monsieur l'Orateur, les députés s'inquiètent volontiers de notre procédure. En fait, un des débats les plus longs auquel j'ai assisté à la Chambre portait sur l'économie de temps et l'amélioration de la procédure. Cela est assez courant dans les assemblées délibérantes. Mais nous avons noté récemment que le grand public se préoccupe de notre «image», pour employer un terme à la mode. J'ai remarqué les discours du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social dans lesquels il exprimait le désir qu'en matière de procédure, nous rejoignons le XX^e siècle.

Lorsqu'on songe que la session a commencé il y a plus d'un an, soit le 18 janvier 1966, et que l'année civile n'est plus assez longue pour effectuer nos travaux parlementaires il y a de quoi de s'inquiéter. Je n'idolâtre pas le zèle. Nous n'avons pas le droit d'apporter un seul changement susceptible d'enlever un iota aux éléments démocratiques